
Situation économique de la Finlande

Septembre 2018

Résumé

En 2018, le rebond de l'économie finlandaise devrait se confirmer, la croissance du PIB se situerait entre +2,5 % et +2,9 %. L'amélioration des perspectives d'emploi devrait stimuler la consommation des ménages. L'investissement dans le secteur privé se maintiendrait aussi à un niveau élevé et la vigueur de l'activité économique chez la plupart des clients de la Finlande devrait contribuer au dynamisme des exportations. En 2019, la croissance pourrait être moins élevée qu'en 2018, du fait du ralentissement de la consommation et de l'investissement, notamment si le commerce mondial devait pâtir de nouvelles barrières aux échanges.

En 2018, le dynamisme de l'économie finlandaise semble se confirmer, malgré un ralentissement au deuxième trimestre

- Selon *Statistics Finland*, la croissance du PIB au deuxième trimestre 2018 s'est établie à **+0,3 % par rapport au trimestre précédent**. Ce chiffre indique un ralentissement du rythme de la croissance du PIB finlandais, après +1,2 % constaté au T1.
- **Au deuxième trimestre 2018, la croissance a bénéficié des investissements (+1,9 %) et, dans une moindre mesure, de la consommation (+0,5 %)**. La croissance des exportations est positive ce trimestre (+2,0 %), suivant une contraction lors du trimestre précédent (-1,2 %). **Le commerce extérieur contribue aussi positivement au PIB**, la croissance des importations (+1,4 %) étant moindre que celle des exportations (+2 %).
- **La croissance de la consommation privée s'accélère au T2 2018 (+0,7 % après +0,1 %)**. Plusieurs facteurs contribuent à soutenir les dépenses des ménages, tels que la faiblesse de l'inflation, estimée à +1,1 % pour 2018 et **l'amélioration du taux d'emploi, passé de 68,6% en avril 2017 à 71,9 % de la population en juillet 2018**. Ce taux est très proche de l'objectif fixé par le gouvernement en mai 2015 lors de sa prise de fonction (72%), cible qui paraissait alors ambitieuse à nombre d'analystes. Le taux de chômage amorce une décrue: il s'établit à 7,3% de la population active en juillet 2018, contre 8,6 % fin 2017.
- **Les investissements, privés et publics, étaient en hausse de +1,9 %**. Dans le secteur de la construction, les dépenses d'investissement augmentent de +0,7 %. Les entreprises continuent aussi d'investir pour renouveler ou étendre leur capital productif, bénéficiant d'une demande adressée importante et de taux d'emprunt encore bas. Les dépenses d'investissement en machinerie et équipement étaient en hausse de +5,2 % par rapport au T1 2018. **En 2018, certains grands projets d'investissement pourraient se concrétiser, notamment dans le secteur du bois-papier, qui représente 4 % du PIB de la Finlande.**
- **Au deuxième trimestre 2018, la croissance des exportations de biens et de services est de +2,0 %**. Pour plusieurs secteurs exportateurs, tels que le secteur automobile et celui des chantiers navals, le niveau des carnets de commande suggère une bonne tenue des ventes à l'étranger en 2018 et le ministère des Finances prévoit une augmentation des

exportations de +4,9 %¹. L'amélioration des ventes à l'étranger reste en partie tributaire de la conjoncture chez les principaux clients du pays, notamment ceux de la zone euro (près de 40 % du total des exportations) ou encore la Suède (10%) et la Russie (5,7 %).

- **Selon les prévisions des principales institutions et des banques nordiques, la croissance du PIB finlandais devrait osciller entre +2,5 % et +3,0 % en 2018.**

Les prévisions pour 2019 s'accordent sur un ralentissement de la croissance et les craintes relatives au commerce mondial pourraient peser sur les investissements

- **La croissance de la consommation privée devrait ralentir, de +2,0 % prévus pour 2018 à +1,6 % en 2019.** La hausse des prix à la consommation, notamment ceux des services et de l'énergie, pourrait avoir un effet négatif sur le pouvoir d'achat des ménages. D'autre part, la normalisation progressive de la politique monétaire de la BCE exercerait une pression sur les finances des ménages endettés, la plupart des taux d'emprunt étant indexés sur l'EURIBOR.
- **Pour 2019, le ministère des Finances table sur un ralentissement de l'investissement, à +1,9% contre +4,5 % prévus pour 2018, suite au rattrapage du déficit en investissement après la crise économique de 2008.**
- Les difficultés d'appariement rencontrées par plusieurs secteurs industriels et des services pèsent sur les capacités de production du pays et, à terme, sur sa croissance potentielle.
- Les ventes de biens et de services à l'étranger devraient également ralentir, en lien avec un commerce mondial moins dynamique en 2019. **La croissance des exportations serait de +4,0%, après +4,9 % prévus pour 2018.**
- Une possible exacerbation des tensions commerciales à l'international et la multiplication de barrières tarifaires aux échanges pourraient contribuer au ralentissement des ventes à l'étranger, ainsi qu'au report de certaines décisions d'entreprises en matière d'investissement.
- **En 2019, la croissance devrait donc se situer entre +1,8 % pour l'estimation la plus basse (ministère des Finances) et +2,5 % pour l'estimation la plus optimiste (OCDE).**

¹ Prévisions de juin 2018.